



**PRÉFÈTE  
DU GARD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires et de la mer**

**Service aménagement territorial sud  
et urbanisme  
Pilotage de l'aménagement et urbanisme**

Affaire suivie par : Agnès Brottes

Tél. : 04 66 62 66 08

ddtm-urba-pac@gard.gouv.fr

**Commune de : AUBAIS**

Note valant « Porter à connaissance » de la commune  
dans le cadre de la révision du PLU,  
annexée à la lettre de Madame la préfète du Gard en date du

Le Porter à Connaissance (PAC) constitue l'acte par lequel le préfet porte à la connaissance de la collectivité qui entreprend l'élaboration d'un document d'urbanisme les informations nécessaires à l'exercice de ses compétences en matière d'urbanisme.

La présente note rassemble donc et met en évidence les informations techniques et juridiques propres au territoire de votre commune qui devront être prises en compte.

**Les informations techniques et juridiques à prendre en compte :**

**1) Hierarchie des normes**

Les principes énoncés par les articles L.101-1 à L.101-3 du code de l'urbanisme s'appliquent à l'ensemble du territoire. Toutefois, le socle législatif applicable au PLU, vous est exposé dans l' **annexe 1**.

**2) Schémas de Cohérence territoriale**

Votre commune est incluse dans le SCoT du Sud du Gard approuvé le 7 juin 2007 et mis en révision le 23 mai 2013. Le projet de SCoT Sud Gard révisé a été approuvé le 10 décembre 2019.

**Le PLU devra être compatible avec le SCOT.**

**3) Servitudes d'utilité publique**

Les servitudes d'utilité publique (SUP) affectant l'utilisation du sol de votre commune sont jointes en **annexe 02**.

#### 4) Habitat

L'**annexe 3** présente de façon précise les données Habitat qui caractérisent votre commune et les contraintes ou préconisations applicables à celle-ci, lesquelles s'ordonnent autour de trois axes principaux :

- les enjeux de production de logements, notamment locatifs sociaux. En effet, pour répondre à la demande d'un nombre important de ménages modestes qui ont des difficultés pour accéder à un logement abordable sur le plan financier, **la création de logements locatifs sociaux est nécessaire. Le projet d'urbanisation de votre commune doit donc prévoir les capacités de production, neuve ou en réhabilitation, suffisantes ;**
- les enjeux de réhabilitation du parc ancien ;
- les enjeux liés aux publics spécifiques.

#### 5) Risques majeurs

Votre commune est concernée par plusieurs risques développés en **annexe 4**.

#### 6) Sécurité publique

Conformément aux dispositions des articles L.101-1 et L.101-2 du code de l'urbanisme, le PLU doit prendre en compte la sécurité publique, et plus particulièrement la sécurité routière (**annexe 5**).

#### 7) Réseau routier départemental

Le Conseil Départemental, dans sa contribution (**annexe 6**), rappelle les conditions d'accès et les marges de recul relatives à son réseau routier. Pour ce qui est des marges de recul, le schéma routier départemental approuvé par le Conseil Départemental par délibération du 17 décembre 2001 prévoit des marges de recul sur certaines routes départementales classées par niveau : 1, 2 ou 3. Ce document doit être considéré comme valant demande du Conseil Départemental pour que les documents d'urbanisme, notamment les PLU, intègrent ces dispositions, les rendant ainsi opposables aux demandes d'autorisation d'occupation des sols.

#### 8) Installations classées pour la protection de l'environnement

La commune accueille potentiellement une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Le site : <http://www.installationsclassees.developpement-durable.gouv.fr/> vous permettra d'accéder à une base de données des installations classées pour la protection de l'environnement (sauf les élevages et les caves coopératives).

#### 9) Traitement des déchets

En application du 8° de l'article R.151-53 du code de l'urbanisme, le PLU doit décrire dans ses annexes l'organisation de la collecte et du traitement de l'ensemble des déchets mise en œuvre sur la commune tant en ce qui concerne les compétences communales qu'intercommunales.

La loi NOTRe adoptée le 8 août 2015 donne compétence aux Régions pour la planification de la prévention et de la gestion des déchets et prévoit l'élaboration d'un plan régional de prévention et de gestion des déchets.

Dès lors, les plans départementaux sur les déchets n'existent plus. Ils ont été remplacés par le **Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD)**, de la compétence du conseil régional, **approuvé le 14 novembre 2019 en Occitanie**, et qui couvre tous les types de déchets (déchets dangereux, déchets non dangereux non inertes et les déchets inertes).

Vous pouvez retrouver ce Plan sur les sites de la Région Occitanie :

<https://www.laregion.fr/PRPGD>

<http://www.occitanie.developpement-durable.gouv.fr/plan-regional-de-prevention-et-de-gestion-des-r2056.html>

## **10) Environnement**

L'**environnement** devra être pris en compte dans l'élaboration de votre document d'urbanisme, comme le prévoient les articles L.101-1 et L.101-2 du code de l'urbanisme. L'évaluation environnementale des PLU trouve sa source dans la directive européenne du 27 juin 2001, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, transposée en droit français par l'ordonnance n° 2004-489 du 3 juin 2004, complétée par l'ordonnance du 03/08/2016. La loi portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) du 12/07/2010, dite "loi Grenelle 2" devra également être prise en compte. Cette loi correspond à la mise en application d'une partie des engagements du Grenelle Environnement (Grenelle 1). Ses 248 articles déclinent des mesures dans six chantiers majeurs : **Bâtiments et urbanisme, Transports, Energie, Biodiversité, Risques, Santé-Déchets et Gouvernance**.

L'**annexe 7** évoque la protection des milieux, des ressources naturelles, des sites et paysages et, en particulier, explicite la procédure de l'évaluation environnementale.

## **11) Forêts**

Le **Programme Régional de la Forêt et du Bois de la région Occitanie (PRFB)** a été approuvé par arrêté ministériel du 19 juin 2019.

Le document est téléchargeable par le lien suivant : <https://draaf.occitanie.agriculture.gouv.fr/Le-Ministre-de-l-Agriculture-et-de>

La liste des forêts privées est disponible auprès du Centre Régional de la Propriété Forestière (CRPF) à partir du lien : <https://occitanie.cnpf.fr/>

## **12) Espaces agricoles**

Les terres agricoles constituent une ressource rare et non renouvelable. Il y a lieu, dans tous les documents programmatiques, d'améliorer la connaissance de l'espace agricole, trop longtemps considéré comme une réserve inépuisable et sans valeur, dans le but de le préserver et le valoriser (**annexe 8**).

## **13) Foncier**

Le code de l'urbanisme, dans sa version issue des lois Grenelle, modernisation de l'agriculture et de la pêche (MAP), ALUR et ELAN, attribue au PLU un rôle majeur dans la gestion économe du foncier. Il est donc attendu que le PLU ait un rôle affirmé en matière de limitation de la consommation d'espace et d'économie de la "ressource foncière".

Dans les zones d'aménagement différé (ZAD - article L.212-1 et suivants et R.212-1 et suivants du code de l'urbanisme), un droit de préemption, qui peut être exercé pendant une période de six ans renouvelable à compter de la publication de l'acte qui a créé la zone, sous réserve de ce qui est dit à l'article L.212-2-1, est ouvert soit à une collectivité publique ou à un établissement public y ayant vocation, soit au concessionnaire d'une opération d'aménagement. L'acte créant la zone désigne le titulaire du droit de préemption.

**Aucune ZAD n'est recensée sur le territoire communal.**

#### **14) Gestion de l'eau - Milieux aquatiques**

Les éléments relatifs aux milieux aquatiques et aux zones humides sont rassemblés dans l'**annexe 9**.

#### **15) Protection de la nature**

De nouvelles conceptions de la protection de la nature intégrant mieux la complexité de l'organisation des écosystèmes ont fait émerger de nouvelles stratégies de conservation de la nature. Elles sont basées sur l'identification et la préservation de réseaux écologiques, dont la trame verte et bleue du Grenelle de l'environnement se veut la concrétisation, en terme d'aménagement du territoire (**annexe 10 – TVB et SRCE**).

#### **16) Carrières**

Le schéma départemental des carrières a été rendu applicable par arrêté préfectoral n°00-907 du 11 avril 2000. Ce schéma contient notamment des éléments sur l'adéquation besoins / ressources en matériaux. Il rassemble les contraintes et données environnementales et définit des opérations visant à minimiser l'impact des carrières. Il est consultable notamment sur le site : <http://www.occitanie.developpement-durable.gouv.fr/sdc-du-gard-30-r644.html> . Il a en outre fait l'objet d'une nouvelle approche actualisée, pour l'instant seulement au niveau régional et le schéma départemental des carrières existant reste valable. Les données actualisées au niveau régional sont accessibles sur le site internet de la DREAL : <http://www.occitanie.developpement-durable.gouv.fr/approche-regionale-de-la-revision-des-schemas-a22701.html>

#### **17) Eau potable - Assainissement**

##### **- Eau potable :**

L'Agence Régionale de Santé (ARS) a été saisie. Si des éléments complémentaires nous sont communiqués, ils vous seront adressés.

##### **- Assainissement :**

Les effluents collectés de la commune rejoignent la station de traitement des eaux usées (STEU) d'une capacité de 3 000 équivalent/habitant (EH).

Vous trouverez en **annexe 14** la note du SER concernant le contrôle effectué en 2019 sur le système d'assainissement de votre commune.

Les données concernant la station d'épuration de la commune sont disponibles au Service d'Assistance Technique aux Exploitants de Station d'Épuration (SATESE) attaché au conseil départemental ainsi qu'au Service Eau et Risques (SER) de la DDTM 30. Des informations sont également disponibles sur le site Internet : <http://sierm.eaurmc.fr/rejets-collectivites/stations-epuration.php?dept=30>

**Ces éléments devront être intégrés à l'annexe sanitaire.**

#### **18) Paysage, patrimoine, architecture**

L'**annexe 11** vise à exposer, en particulier, les différents dispositifs conservatoires ayant pour objectifs de préserver le patrimoine bâti et lister les dispositifs existants sur le territoire communal.

## **19) Énergies - climat – air**

Les dispositions réglementaires en matière d'urbanisme, d'énergies, de climat et de qualité de l'air sont développées dans l'**annexe 12**.

## **20) Contenu du PLU**

Une note rappelant le contenu du Plan Local d'Urbanisme (PLU) compose l'**annexe 13**.

Je vous rappelle les obligations prévues par l'ordonnance n°2013-1184 du 19/12/2013 relative à l'amélioration des conditions d'accès aux documents d'urbanisme et aux servitudes d'utilité publique. Depuis le 01/01/2016, les communes ou leurs groupements compétents doivent transmettre à l'État sous format électronique, au fur et à mesure des modifications de leurs dispositions, la version en vigueur des SCoT, PLU(i), PLU, POS, PSMV, PAZ et cartes communales applicables sur leur territoire incluant les délibérations les ayant approuvés.

**De plus, depuis le 01/01/2020, le document approuvé et ses éventuelles évolutions doivent être publiés sur le portail de l'urbanisme (articles L.133-1 et s. du code de l'urbanisme).**

La numérisation devant se réaliser obligatoirement au standard "cnig", des guides techniques ont été élaborés et sont téléchargeables à l'adresse : [http://cnig.gouv.fr/?page\\_id=2732](http://cnig.gouv.fr/?page_id=2732)

Sur la page Internet du Ministère de la Cohésion des Territoires (MCT) relative à la numérisation des documents d'urbanisme (<http://www.territoires.gouv.fr/la-numerisation-des-documents-d-urbanisme>), il est également possible de télécharger :

- une plaquette rappelant les enjeux, les échéances et les outils à disposition ;
- une fiche méthodologique pour vous aider à rédiger la partie numérisation d'un cahier des charges en vue de lancer une consultation de prestataires (bureaux d'études, agences d'urbanisme, ...).